

## **RECYCLERIE LA BENNE IDEE**

---

Association

Siège social : 16 Avenue de la Malgrange, 54140 JARVILLE LA MALGRANGE

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**Nos bureaux** : 3 Rue de Turique, 54000 **Nancy** (03 83 98 65 25) | 1 Rue Saint Laurent, 54700 **Pont-A-Mousson** (03 83 81 07 73) |  
16 Av. Sébastopol, 57070 **Metz** (03 87 30 24 75) | [secef@secef.fr](mailto:secef@secef.fr) | Retrouvez nous avec toute l'actualité sur [www.secef.fr](http://www.secef.fr)

SECEF | 3 Rue de Turique, 54000 Nancy | SARL au capital de 1.000.000 Euros | SIREN 759 800 451 RCS Nancy | Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Grand Est | Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Est | Inscrite sur la liste des Experts Judiciaires près la Cour d'Appel de Nancy  
Membre du groupement **Absoluce** en France et **INAA** à l'international (International Association of independant Accounting firms)



## **RECYCLERIE LA BENNE IDEE**

Association

Siège social : 16 Avenue de la Malgrange, 54140 JARVILLE LA MALGRANGE

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de RECYCLERIE LA BENNE IDEE,

#### **Opinion**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association RECYCLERIE LA BENNE IDEE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

---

##### *Référentiel audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



## Vérifications spécifiques

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

*Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.*

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du le Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la



collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nancy, le 19 mai 2025

Le Commissaire aux comptes  
**SECEF**

Olivier DIETSCH

---

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Autres immob. incorporelles / Avances et	7 000	4 056	2 944	4 344
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outilla	61 871	35 877	25 994	38 345
Autres immobilisations corporelles	108 009	39 485	68 524	83 869
Immobilisations financières				
Total I	176 879	79 417	97 462	126 558
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	20 053		20 053	24 151
Autres créances	93 527		93 527	137 611
Divers				
Valeurs mobilières de placement	100		100	100
Disponibilités	205 882		205 882	190 667
Charges constatées d'avance				3 721
Total II	319 562		319 562	356 250
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	496 441	79 417	417 024	482 808

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise	30 000	22 500
Autres fonds propres avec droit de reprise	30 000	22 500
Réserves		
Report à nouveau	139 195	24 572
Excédent ou déficit de l'exercice	31 190	114 622
Situation nette (sous-total)	200 385	161 695
Subventions d'investissement	89 419	116 012
Total I	289 804	277 707
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	25 000	69 800
Total II	25 000	69 800
PROVISIONS		
Provisions pour risques	5 500	5 500
Total III	5 500	5 500
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	20 210	30 210
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	20 210	30 210
Emprunts et dettes financières diverses	33 334	50 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 529	3 887
Dettes fiscales et sociales	37 612	40 336
Autres dettes	35	35
Produits constatés d'avance		5 333
Total IV	96 720	129 801
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	417 024	482 808

## Compte de fonctionnement

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>					
Cotisations	420	0,08	1 930	0,45	-1 510
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>127 573</b>		<b>104 015</b>		<b>23 557</b>
Ventes de biens	55 637	10,83	43 800	10,29	11 837
Ventes de prestations services	71 935	14,00	60 216	14,15	11 720
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>415 888</b>		<b>365 183</b>		<b>50 705</b>
Concours publics et subventions d'exploita	385 173	74,95	308 409	72,48	76 763
Ressources liées à la générosité du public	716	0,14	11 174	2,63	-10 459
Contributions financières	30 000	5,84	45 600	10,72	-15 600
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts	5 167	1,01			5 167
Utilisation des fonds dédiés	69 800	13,58	26 550	6,24	43 250
Autres produits	1 599	0,31	57	0,01	1 542
<b>Total I</b>	<b>620 447</b>	<b>120,74</b>	<b>497 736</b>	<b>116,97</b>	<b>122 711</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>					
Autres achats et charges externes	198 464	38,62	70 705	16,62	127 759
Impôts, taxes et versements assimilés	6 935	1,35	5 798	1,36	1 137
Salaires et traitements	299 232	58,23	248 500	58,40	50 732
Charges sociales	51 963	10,11	35 121	8,25	16 842
Dotations aux amortissements et aux dépr	29 096	5,66	28 488	6,69	608
Reports en fonds dédiés	25 000	4,86	69 800	16,40	-44 800
Autres charges	251	0,05	8		243
<b>Total II</b>	<b>610 941</b>	<b>118,89</b>	<b>458 421</b>	<b>107,73</b>	<b>152 520</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>9 506</b>	<b>1,85</b>	<b>39 315</b>	<b>9,24</b>	<b>-29 809</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>					
Autres intérêts et produits assimilés	1 908	0,37	2 228	0,52	-320
<b>Total III</b>	<b>1 908</b>	<b>0,37</b>	<b>2 228</b>	<b>0,52</b>	<b>-320</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>					
Intérêts et charges assililées	179	0,03	249	0,06	-70
<b>Total IV</b>	<b>179</b>	<b>0,03</b>	<b>249</b>	<b>0,06</b>	<b>-70</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>1 729</b>	<b>0,34</b>	<b>1 979</b>	<b>0,46</b>	<b>-250</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-III)</b>	<b>11 235</b>	<b>2,19</b>	<b>41 294</b>	<b>9,70</b>	<b>-30 059</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>					
Sur opérations de gestion			52 884	12,43	-52 884
Reprises provisions, dép., et transferts de	32 093	6,25	26 350	6,19	5 743
<b>Total V</b>	<b>32 093</b>	<b>6,25</b>	<b>79 234</b>	<b>18,62</b>	<b>-47 140</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>					
Sur opérations de gestion	6 638	1,29	405	0,10	6 233
Dot. amortissements, aux dépréciations et	5 500	1,07	5 500	1,29	
<b>Total VI</b>	<b>12 138</b>	<b>2,36</b>	<b>5 905</b>	<b>1,39</b>	<b>6 233</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>19 955</b>	<b>3,88</b>	<b>73 329</b>	<b>17,23</b>	<b>-53 373</b>
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>654 449</b>	<b>127,35</b>	<b>579 197</b>	<b>136,11</b>	<b>75 251</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI</b>	<b>623 259</b>	<b>121,28</b>	<b>464 575</b>	<b>109,18</b>	<b>158 684</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>31 190</b>	<b>6,07</b>	<b>114 622</b>	<b>26,94</b>	<b>-83 432</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA</b>					

Compte de fonctionnement

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)
Dons en nature	100 000		139 593		-39 593
Prestations en nature	10 980		15 000		-4 020
<b>TOTAL</b>	<b>110 980</b>		<b>154 593</b>		<b>-43 613</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO</b>					
Mise à disposition gratuite			54 593		-54 593
Prestations en nature	10 980				10 980
Personnel bénévole	100 000		100 000		
<b>TOTAL</b>	<b>110 980</b>		<b>154 593</b>		<b>-43 613</b>



COMPTES ANNUELS

2024

Annexe

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : LA BENNE IDEE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 417 024 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 31 190 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2024 par les dirigeants de l'association.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a pour objectif de concourir au développement durable par son activité, le maintien ou la création de solidarités territoriales et la participation à l'éducation à l'écocitoyenneté. Elle vise également, à travers son activité, un soutien à des personnes en situation de fragilité du fait de leur situation économique ou sociale. Elle poursuit comme objectif principal la recherche d'une utilité sociale, au sens donné à ce mot par l'article 2 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

L'association a pour but d'assurer la gestion d'une structure de recyclerie : de valorisation et de gestion innovante des déchets par la collecte, le tri, la remise en état d'objets, le détournement d'usage et la transformation artisanale ou artistique. Ses activités comprennent la vente, le troc et le don d'objets, des actions de sensibilisation, d'éducation à l'environnement, de réduction des déchets et tout autre moyen.

Elle contribue au lien social, à la rencontre entre acteurs des filières du recyclage, professionnels locaux et grand public, ainsi qu'à la création d'emplois en insertion par l'activité économique.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis en conformité avec le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 à jour des différents règlements complémentaires, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 modifié, relatif au plan comptable général.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## Règles et méthodes comptables

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations techniques : 5 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- \* Matériel de transport : 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 ans
- \* Matériel informatique : 5 ans
- \* Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

### Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

## Règles et méthodes comptables

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,36 %
- Taux de croissance des salaires : 1,5 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 3 %
- Table de taux de mortalité : Table INSEE 2018-2020

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 000			7 000
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>7 000</b>			<b>7 000</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	61 871			61 871
- Installations générales, agencements aménagements divers	76 981			76 981
- Matériel de transport	28 814			28 814
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 214			2 214
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>169 880</b>			<b>169 880</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
<b>Immobilisations financières</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>176 879</b>			<b>176 879</b>

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 656	1 400		4 056
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 656</b>	<b>1 400</b>		<b>4 056</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	23 526	12 351		35 877
- Installations générales, agencements aménagements divers	11 004	9 048		20 052
- Matériel de transport	12 102	5 763		17 865
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 034	535		1 569
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>47 665</b>	<b>27 696</b>		<b>75 361</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>50 321</b>	<b>29 096</b>		<b>79 417</b>

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 113 580 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	20 053	20 053	
Autres	93 527	93 527	
Charges constatées d'avance			
Total	113 580	113 580	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENTS - FACTURES À ÉTABLIR	9 000
DIVERS PDTS A RECEVOIR	2 213
Total	11 213

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de re					
Fonds propres avec droit de re	22 500		15 000	7 500	30 000
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	24 572	114 622			139 195
Excédent ou déficit de l'exercic	114 622	-114 622	31 090		31 190
Situation nette	161 695		46 090	7 500	200 385
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	116 012			26 593	89 419
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commo					
TOTAL	277 707		46 090	34 093	289 804

Provisions



Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	5 500	5 500	5 500		5 500
Total	5 500	5 500	5 500		5 500
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles		5 500	5 500		

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 96 720 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à plus de 1 an à l'origine	20 210	10 069	10 141	
Emprunts et dettes financières divers (*)	33 334	16 666	16 668	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 529	5 529		
Dettes fiscales et sociales	37 612	37 612		
Dettes sur immobilisations et comptes				
Autres dettes (**)	35	35		
<b>Total</b>	<b>96 720</b>	<b>69 911</b>	<b>26 809</b>	
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	26 665			

Charges à payer

	Montant
FRS FACT.NON PARVENUES	4 080
DETTES PROV.CONG.A PAYER	3 933
CH.SOC.DETTE CONG.A PAYER	933
ETAT CHARGES A PAYER	5 939
<b>Total</b>	<b>14 885</b>

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		194 300				194 300
Subventions d'exploitation	138 940		51 933			190 873
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissem		14 233	12 360			26 593
						411 766

Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 99 732 euros.

- \* Chloé GEISS : 33 310 euros.
- \* Thomas HENRY : 33 397 euros.
- \* Antoine PLANTIER : 33 025 euros.

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Intérêts des emprunts	147
Autres engagements donnés	147
Total	147

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 107 euros

Donations

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports	Utilisations  Montant global	Utilisations  Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
		A	B		C	A - B + C	
Région Initiative	34 200	34 200	34 200				
Total	34 200	34 200	34 200				

Contributions financières d'autres organismes

	A l'ouverture de l' exercice	Reports	Utilisations  Montant global	Utilisations  Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
		A	B		C	A - B + C	
France Active Fondation d'entre	35 600	35 600 25 000	35 600			25 000	
Total	35 600	60 600	35 600			25 000	

Autres informations

Ressources provenant de la générosité du public

	A l'ouverture de l' exercice	Reports  A	Utilisations  Montant global B	Utilisations  Dont rembours.	Transferts  C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
Sous total							
Sous total							
TOTAL							